Histoire du poste SR Marseille et de Nice (2)

Category: Affaire Dreyfus,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

Nous poursuivons la publication du récit historique de notre prestigieux camarade, le Colonel GIALLIZIA, dont le début a paru dans le B.L. 132. Au printemps de 1941, le Commandant MANARANCHE, chef du Poste S.R « P.5 » (Marseille) a envoyé le Capitaine GALLIZIA à Nice pour y reconstituer une antenne. Dès son arrivée sur les lieux le Capitaine s'emploie à développer un réseau.

L'ENTRÉE EN JEU DE LISA

Des industriels français obtinrent l'autorisation de voyager en Italie. Ils nous rapportèrent des renseignements économiques, des impressions personnelles et des confidences qui ne manquaient pas d'intérêt. C'est ici que Lisa entre en scène. Dépitée de ne plus être utilisée, elle avait décidé de se faire agent indépendant, s'était débarrassée de son restaurant et engagée comme domestique chez un officier supérieur italien de la garnison de MENTON, après toutefois m'en avoir demandé la permission par l'intermédiaire de CAMBOURS. Je lui fis répondre qu'elle était libre de tout lien avec nous, mais que je la couvrirais en cas de difficulté avec les autorités françaises. CAMBOURS la rencontrait de temps en temps, l'écoutait, ne disait rien. Réduite ainsi à ses propres ressources, elle se révéla incapable de fournir le moindre renseignement qui eût une valeur quelconque. Un jour même, elle nous en passa un d'une telle absurdité que je voulus la voir pour m'assurer de sa bonne foi. Maintenant, nous savions que le fichier du S.R. n'était pas tombé dans les mains des Allemands. Je résolus de la mettre à l'épreuve. Ni intelligente, ni jolie, ni instruite, elle avait l'air d'une fine mouche. Je lui proposai une place de femme de chambre à l'hôtel Miramar, boulevard Carnot, où logeaient les officiers italiens de la Commission d'Armistice et dont je pouvais toucher le directeur. Elle accepta sans hésiter. Mais je n'en tirai guère que la chronique des aventures galantes de ces messieurs. Je fis convoquer, afin de tenter de la recruter, une de leurs petites amies par un commissaire de la Surveillance du Territoire qui la jugea inepte. Lisa ramassa dans les corbeilles des bouts de papier insignifiants, suivit la délégation à l'hôtel Hermitage sans plus de succès et, lasse de ma déconvenue, s'éclipsa discrètement. Été 1941. Les Lieutenants CIMA et MALET, affectés à P. 5 à MARSEILLE, sont, le premier, adjoint au Capitaine MARTIN, le second, préposé au M.G. 26 janvier 1942. J'ai le plaisir de revoir à Nice le Capitaine PAILLOLE, mon camarade des équipes d'escrime de Saint-Cyr. Chef de notre service de C.E., installé à MARSEILLE, il a obtenu la libération d'une dizaine de Français condamnés en Italie pour espionnage et confie à ma sollicitude ceux qui habitent le département : POLACCI, FOULD, SALMON. Deux mois après, ce sera le tour de GAGGERO, GASIGLIA et VALORI. Il y avait bien six mois que j'étais sans nouvelles de Lisa quand elle émergea pour m'annoncer négligemment qu'elle travaillait comme femme de ménage dans les bureaux de la Délégation italienne pour l'Assistance et le Rapatriement, à l'hôtel Continental, place Mozart. Je n'ignorais pas que là siégeait le fameux « dottore BARRANCO ». Nous le connaissions bien, commissaire de police, il assumait avant la guerre la responsabilité de la sécurité au consulat général de

NICE, couverture qui dissimulait son appartenance à l'O.V.R.A (**1**). et au CS (**2**) Cela changeait tout. Les corbeilles de BARRANCO devaient contenir autre chose que des lettres féminines. Dès lors, j'en aurai la preuve constante, dix-huit mois durant. Chaque soir, Lisa emportait, dans une poche cachée sous sa robe, une incroyable quantité de morceaux de papier. J'allais les chercher le dimanche chez elle, quelque fois en semaine dans un café de la place Mozart, et nous passions avec CAMBOURS des jours et des nuits à les recoller. Le puzzle est un bon exercice de S.R. Depuis ma jeunesse, l'affaire Dreyfus me passionnait. Je croyais la revivre. Moi aussi, j'avais une Mme BASTIAN. La plupart des informations qui sortaient de la poche de Lisa intéressaient le contre-espionnage. Elles étaient transmises au T.R. 115, le poste C.E. de MARSEILLE. Si elles révélaient une menace sur des personnes que je connaissais, je les prévenais aussitôt. Ce fut le cas en mai pour le Général CARTIER, ancien Commandant de la 27e Division d'Infanterie Alpine, que MANARANCHE et moi, nous avions eu pour chef et admirions également. MANA m'envoya à ANNECY dont le général était maire, et celui-ci se détermina à se réfugier en Suisse (**3**). Je ne sus pas, au contraire, comment toucher mon camarade de promotion Henri FRENAY, fondateur du mouvement COMBAT, dont un agent de BARRANCO signalait le passage sur la Côte, et PAILLOLE s'en chargera. Juillet 1942. Arrivée à P.5 du Lieutenant BONNARD. Polytechnicien, artilleur, il sera l'officier M.G. du poste, en remplacement du Lieutenant MALET. Revenons à Nino. Les contrebandiers, en général, concentrés sur leur affaire, ne sont pas propres au renseignement. Nino cependant s'était piqué au jeu. Il avait progressivement réussi à constituer dans la province d'IMPERIA un véritable réseau d'informateurs plus ou moins conscients. Vers la fin de l'été, l'ensemble de leurs indications décelait un important rassemblement de troupes à notre frontière. Nino, orienté sur la raison de ces mouvements, répondit que la région était une zone de repos pour les unités combattantes. Cela me sembla plausible, mais on pouvait avoir une autre idée d'autant plus qu'à la même époque, VICHY demandait à P.5 d'organiser son territoire dans la perspective de l'occupation totale.

DE L'OCCUPATION DE LA ZONE SUD A LA CAPITULATION DE L'ITALIE

11 novembre 1942. Je me trouvais place Saluzzo, au pied de la Moyenne Corniche, quand, après 13 heures, s'y présentèrent les premiers éléments des troupes italiennes qui entraient dans NICE. La colonne prit la direction du bord de mer. Je la devançai pour aller m'asseoir à la terrasse du café de l'hôtel Savoy, sur la Promenade des Anglais, et assister à la revue parmi sa clientèle élégante. Les unités passaient au sans cadence, dans un certain désordre, les hommes harassés, couverts de poussière, les muletiers accrochés à la queue de l'animal qui les précédait, sous l'oeil curieux et narquois des consommateurs vautrés dans leurs fauteuils, et l'on eût dit plutôt d'un défilé de prisonniers que de celui d'une armée conquérante. Les soldats italiens portaient encore leurs écussons, flammes ou mostrines, et dès l'abord j'iden- tifiai les régiments. Je constatai avec satisfaction qu'ils figuraient tous sur la liste des corps de troupe qui, d'après Nino, se délassaient sur la Rivière du Ponant. Le lendemain, je me rendis à la poste Thiers où fonctionnait le contrôle téléphonique. Les subordonnés de Pierre DESCAVES ne m'avaient pas attendu pour se mettre à l'écoute des occupants, qui utilisaient à fond et sans fard les lignes des P.T.T. Dans l'espace de quelques jours, nous parvînmes à dresser de leur ordre de bataille, de leur déploiement et de leurs effectifs un état digne de la réputation de la S.E.R. Puis cette source tarit parce que le commandement militaire italien posa ses propres lignes et plaça des surveillants au contrôle. L'occupation de NICE provoqua de l'émotion dans tous les milieux. Quarante-huit heures ne s'étaient pas écoulées que je reçus la visite de deux

des amis les plus pondérés de DARNAND, désireux de connaître mon avis sur la situation. Le tableau que j'en fis devait achever de les détacher de l'inspecteur général des S.O.L. Dix minutes après arriva un autre militant du même clan, un petit commerçant nommé B.... « Maintenant, j'ai compris, me dit-il en substance. Je me mets à votre disposition. Demandez- moi ce que vous voudrez. » Mais B... était un homme de violence, il ne convenait pas à mon système. Je le remerciai et l'oubliai. Il retourna à son démon. Milicien, il appartiendra à l'équipe qui assassina MANDEL le 7 juillet 1944 et il sera fusillé à MONTROUGE à la fin de l'année pour intelligences avec l'ennemi.

°°° Le Commandant MANARANCHE réunit tous ses officiers à MARSEILLE, dans les combles de la Bourse. Il les informa du départ pour ALGER du Colonel RIVET, rappela que depuis le 11 novembre leur activité relevait des tribunaux militaires de l'occupant (**4**), précisa que la dissolution de l'armée les rendait libres de leur sort, mais qu'il serait possible, s'ils le souhaitaient, de les diriger sur l'Afrique du Nord. Enfin, il demanda à chacun de prendre parti sur-le-champ. Nous étions sept. La réponse fut unanime. Le poste, au complet, resterait en place sous les ordres du chef du Service.

(**4**) MARSEILLE était occupé par les Allemands. Le bureau de la rue de Rome avait déjà disparu. La clandestinité devenait totale. Le patron modifia le dispositif. Il ne gardait à MARSEILLE que BONNARD. GOBIS irait à TOULON, MARTIN à NIMES, CIMA en Corse. Ces trois officiers avaient dans leurs nouvelles affectations des moyens personnels de renseignement, et, de plus, une telle dispersion, qui accroissait la sécurité, assurerait un meilleur contrôle de la façade méditerranéenne dont l'importance se manifestait désormais sans conteste.

Malheureusement, P.5 se trouvait isolé. C'était, paraît-il, le Lieutenant- Colonel PETETIN, adjoint depuis août au Colonel RIVET, qui remplaçait en France ce dernier, avec le Lieutenant-Colonel DELOR à la tête du S.R. Mais MANARANCHE ne savait pas comment les toucher, ni même où adresser le courrier.

De retour à NICE, j'appris par LE BAS que PETETIN séjournait à SAINT GERVAIS-LES-BAINS. Je le signalai à MANARANCHE, et celui-ci me dépêcha auprès de notre chef présumé afin de lui réclamer des instructions. Je dénichai dans une villa charmante un vacancier détendu. Il m'accueillit fort aimablement, mais en guise d'instructions, il déclara que DELOR et lui considéraient le vieil S.R. comme incurablement brûlé et qu'ils avaient décidé d'en reformer un tout neuf avec des officiers de réserve.

De quelle façon se rétablirent le commandement et les liaisons est une histoire que je connais mal. Quoi qu'il en soit, le poste ne s'arrêta pas un seul instant.

Le Commandant CURET, engagé pour des raisons personnelles dans le réseau GILBERT, ne s'opposait pas à mes accointances avec BURG. Grâce aux documents que recevait des Italiens à la Commission d'Armistice la délégation française, mon camarade me fournissait maintenant nombre de renseignements sur les troupes d'occupation. Son caractère droit et son jugement sain lui valaient la sympathie des fonctionnaires français avec qui il traitait et on lui glissait volontiers des notes qui nous intéressaient, numéros, effectifs, emplacements, mouvements d'unités, travaux de fortification, etc.

L'heure avait sonné de se faire agent. C'est alors que débuta cette longue série de

reconnaissances qu'en voiture d'abord, puis à bicyclette lorsqu'on nous retira nos permis de circulation, j'ai jusqu'aux derniers jours effectué personnellement sur toutes les routes des Alpes-Maritimes, exploration systématique et continue qui m'apportait une indispensable lumière. Un dimanche que je patrouillais avec LE BAS sur la route Napoléon, nous ramassâmes dans un fossé deux soldats italiens blessés par suite du dérapage de leur side-car et nous en ramenâmes un à son cantonnement, à SAINT-VALLIER. J'inspectai l'unité à loisir et ne manquai pas de lire sa pancarte. C'était une compagnie de transport divisionnaire dont je ne soupçonnais pas l'existence.

A SAINT-RAPHAËL, MOREAU, chargé du ravitaillement, que ses fonctions mettaient en relations avec les occupants, commençait, seul, en observant et en conversant, à brosser le volet gauche d'un diptyque dont à NICE on exécutait le volet droit.

Les services italiens installés à l'hôtel Continental s'étaient développés. Ils occupaient tout le premier étage de l'hôtel, trente-deux chambres ou suites aménagées en bureaux, et se composaient de deux éléments fort différents, séparés par l'escalier central. L'un était la Délégation pour l'Assistance et le Rapatriement qui, en sus de son rôle consulaire, servait de couverture à l'autre, les services secrets. Ceux-ci comprenaient un très puissant centre de C.S. (contre-espionnage) et la direction de l'O.V.R.A. en France, assumée par le dottore BARRANCO.

Lisa vaquait au nettoyage de l'ensemble des locaux mais, suivant mes consignes, ne s'attaquait qu'aux papiers des services secrets. Excitée par l'importance de l'enjeu, elle ne se contentait plus de puiser dans les corbeilles, elle dérobait des pièces sur les tables et dans les armoires. Elle s'enhardit même, le jour où le Major PESCARA, chef du C.S., se tua dans un accident d'auto, à enlever de son bureau plusieurs dossiers épais dans leurs chemises souples. Nous découvrions des agents italiens, des menaces sur nos agents et sur des résistants inconnus. Il y avait dans ces services un tel désordre que personne ne s'apercevrait de rien(**5**). Après l'arrestation à VICHY, le 9 janvier 1943, de GISCARD, dénoncé par un agent licencié, le chef de P. 5 estima que j'étais vulnérable à NICE et décida de m'en éloigner provisoirement. Je proposai de m'abriter à GRENOBLE, ma ville natale, où j'avais beaucoup d'amis et où je pourrais sans difficulté, fût-ce par simple observation, me renseigner sur l'occupation italienne. Il était convenu que je gardais le commandement de mon annexe et que je passerais une semaine à NICE chaque mois.

Je partis donc en auto pour le Dauphiné, vers le 20 février, avec ma femme et mes enfants, et m'installai dans notre vieille propriété de famille, à BRESSON, à 6 kilomètres au sud de GRENOBLE. Un soir, en ville, je rencontrai HUMM. Il avait échappé de justesse aux Allemands le 11 novembre à MACON où il commandait une annexe de P.4, l'ex-S.C.M. C'est à la mi-mai, je crois, que je le vis arriver à BRESSON, portant une valise : il venait d'apprendre l'arrestation de ses camarades de P.4 à LYON (5bis) et me demandait asile. Il resta une quinzaine de jours chez nous, puis il loua une chambre à une brave femme du village et y vécut en paix. Le patron avait du flair. A NICE, la Sécurité Militaire italienne me recherchait. Le Général REMUSAT, alors Commandant, me l'a raconté. Rentré de captivité en octobre 1942, il s'était affilié au réseau ALLIANCE. Ami de LE BAS, il me pria de lui prêter son concours, ce que je déclinai, naturellement. Rien n'était plus dangereux que ces interférences. Arrêté en mars, conduit à la villa « Lynwood » à Cimiez, il lisait à l'envers mon nom en haut d'une feuille posée sur la table de l'officier qui l'interrogeait. Au bout de plusieurs séances, celui-ci lança : « Vous connaissez

GALLIZIA, n'est-ce-pas ?

REMUSAT le nia : « Mais si, vous le connaissez. Nous ne lui voulons pas de mal, nous désirons seulement causer avec lui. Donnez-moi son adresse. » Il insista en vain. Mon adresse ! Que ne consultait-il l'annuaire du téléphone? Pas celui des P.T.T., celui de l'agence Havas qui m'y avait inscrit sans mon assentiment. On ne m'aurait plus trouvé là en mars, il est vrai, mais on n'y alla pas. Petite leçon de C.E. Le risque pour moi était-il si grand? Aujourd'hui que je suis au courant des tentatives de tractation de diverses autorités italiennes avec les Alliés en ce printemps 1943, je me demande si les gens de la villa « Lynwood » ne voulaient pas vraiment « causer » avec moi. A chacune de mes tournées sur la Côte, je voyais Nino, Lisa, BURG, MOREAU, mes H.C., mes amis. CAMBOURS assurait la permanence. L'aviateur s'était envolé pour ALGER, le marin avait plongé. Ce dernier, à mon insu, utilisait les services d'un de nos H.C., officier de réserve mobilisé en 1939 au Bureau des Liaisons, M. CARENCO, fondé de pouvoir d'une grande banque de NICE.

Un jour, en avril, je tapai à la porte de son bureau, j'ouvris, entrevis un client. CARENCO me retint. Je tombais bien, s'exclama-t-il. Son visiteur était Marco, le meilleur agent de P...(**6**). . Marco ne savait pas comment atteindre son employeur. Il me fit des offres alléchantes, il ravitaillait les foyers des garnisons italiennes en France. Je répondis prudemment, lui fixai un rendez-vous à la banque le mois suivant. Cette affaire me paraissait louche. Je ne comprenais surtout pas que Palis ait abandonné un tel agent (**7**). Je conseillai à CARENCO de se méfier et j'avançai d'une semaine mon voyage de mai. CARENCO fut arrêté peu après la date du rendez-vous, auquel, bien entendu, je n'étais pas allé. Beaucoup plus tard, j'appris que Marco était un agent du C.S.(**8**) Le Colonel des CC.NN. BANDINI (**9**) venait souvent à NICE. Il semble qu'il dirigeait à Rome un service chargé de préparer l'annexion de l'ancien comté. Il avait un bureau à l'hôtel Continental.., avec une corbeille. Aussi fûmes-nous assez bien instruits des menées des « groupes d'action niçoise » (**10**) dont il était l'animateur. Il prenait contact avec de nombreuses personnalités locales et relatait ces conversations sur de longues fiches de carton bleu serrées dans une boîte. Lisa en préleva dix-sept. « Il s'en apercevra sûrement. Elle aurait dû tout emporter », me dit MANARANCHE. Il y eut en effet un beau remue-ménage au Continental : enquête, fouilles, sanctions. Mais Lisa en sortit blanche comme neige. Après tout, Mme BASTIAN était restée huit ans à l'ambassade d'Allemagne sans éveiller aucun soupçon.

DE LA CAPITULATION DE L'ITALIE A LA LIBÉRATION

9 septembre 1943. Les Allemands désarment les Italiens et leur succèdent. Le Commandant MANARANCHE me renvoya à NICE. Je laissai les miens à GRENOBLE et je m'installai dans une villa de la rue François-Aune, " la petite turquoise ", où un capitaine de réserve favorablement connu du Service tenait une pension de famille (**11**). Un de nos H.C., l'architecte belge Robert STREITZ, mit à ma disposition son atelier, perdu sous les combles du palais Marie-Christine (**12**), dont je fis un bureau que CAMBOURS seul connaissait. Mon camarade de promotion Paul DEMIDOFF, qui à sa sortie de l'École avait quitté l'armée et gérait à NICE un cabinet d'assurances, me munit d'une serviette de démarcheur. Enfin, j'embauchai un gendarme à la retraite pour porter le courrier à MARSEILLE. Ainsi équipé, fraternellement entouré, je me sentais solide. On affecta à l'annexe un radio avec un poste émetteur fonctionnant sous 50 périodes alors que la Côte était alimentée en 25 périodes. Un industriel de MONACO, Jacques TAFFE, ami de LE BAS, se procura, non sans mal et sans

risques — car la Gestapo y fourra le nez — un transformateur approprié, mais le poste ne marcha pas mieux et, l'opérateur ne voulant pas le reprendre, je congédiai ce jeune homme et je rangeai soigneusement l'appareil sur une poutre du faîtage de Marie-Christine où je le récupérerai à la Libération. Fin août, les Italiens avaient procédé à des arrestations dans la délégation française auprès de la Commission d'Armistice. Le Lieutenant-Colonel CURET, l'un des plus visés, réussit par bonheur à s'y soustraire. BURG, lui-même menacé, jugea expédient de se retirer de la délégation et me déclara son désir de servir à plein temps dans notre réseau. Il ne serait certes pas de trop. MANARANCHE et moi, nous lui donnâmes de grand coeur notre accord, et je le pris pour premier adjoint, CAMBOURS devenant le second. J'ignorais tout de la Wehrmacht. Notre adaptation à ce nouvel objectif était d'autant plus difficile que, depuis le printemps, ses totems divisionnaires et ses panneaux de fléchage avaient disparu. Cependant, les véhicules hippomobiles des régiments qui occupaient la région portaient un signe caractéristique et le numéro de la compagnie ou batterie, ce qui permettait de reconstruire petit à petit le déploiement de la division. D'autre part, les travaux de fortification entrepris par les Allemands offraient à l'observation directe un champ illimité. C'est à ce moment que jaillit la plus enviable des sources. Ingénieur électricien sorti de l'Institut Electrotechnique de GRENOBLE, ce qui créait un lien entre nous, directeur du Téléphone à MONACO, Pierre BLANCHY, qui bénéficiait de la double nationalité française et monégasque, avait été mobilisé chez GISCARD pendant la campagne 1939-1940. Devant nos peines, il pensa à exploiter la possibilité d'intercepter les communications des états-majors allemands sur le câble international France-Italie qui comporte une coupure au central de MONACO. Justement sa secrétaire, Mlle G… comprenait très bien l'allemand. L'intérêt de ces conversations, qui se situaient le plus souvent à un niveau élevé, était considérable, et notre connaissance des forces qui occupaient la Côte arriva à dépasser celle que nous avions eue des Italiens en 1943. BLANCHY, qui habitait NICE, me remettait lui-même les informations captées et ne craignait pas de s'attarder dans le jardinet de « la petite turquoise » où il paraissait se plaire. P.5 n'a subi, du commencement à la fin de la guerre, aucune perte. Nous fûmes enclins à nous en attribuer le mérite. D'autres peut-être nous en auront fait grief. A la vérité, nous eûmes beaucoup de chance. BONNARD ne me démentira pas. En mars 1943, le Capitaine BOIRON, représentant du S.R. AIR à MARSEILLE, lui avait remis divers renseignements concernant, en particulier, l'ordre de bataille de la Wehrmacht dans les Bouches-du-Rhône et le Var et les coordonnées des pièces d'artillerie de marine allemandes dans les îles du Frioul.

BONNARD, portant dans sa serviette ces documents et des victuailles, fut interpellé sur le quai de la gare Saint-Charles par des policiers allemands qui vérifièrent ses papiers, l'interrogèrent, ouvrirent sa serviette.., et laissèrent là leur contrôle sur l'intervention de l'inspecteur français qui les accompagnait : c'était une méprise, déclara ce dernier qui ne s'était pas mépris, lui, du moins sur la nature de l'embarras de BONNARD. Bis repetita…

En novembre de la même année, pendant qu'il participait à une espèce de battue organisée par le chef de P. 5 dans le massif de l'Estérel, la Gestapo perquisitionna chez lui, à OPPEDE, où il habitait depuis deux mois. Elle cherchait un poste émetteur qu'on lui avait confié comme poste de secours (l'opérateur, arrêté, avait parlé). Mais elle ne sut pas le retrouver et repartit bredouille. Ce fut la Milice qui le découvrit le surlendemain. Dans l'intervalle, Mme BONNARD avait rejoint à CANNES son mari qui, naturellement, ne remit plus les pieds à OPPEDE. MARTIN n'eut pas moins bonne fortune au cours de ce mois. Chargé d'une mission du côté de DRAGUIGNAN, Il en profita pour reconnaître, à la demande de l'aviateur, le terrain de FAYENCE. Deux hasards successifs l'incitèrent, au retour, à brûler l'étape de MARSEILLE

qu'il avait prévue afin d'aller chez BOIRON rendre compte de ses observations, et il continua sur NIMES. C'est là qu'il apprit que, durant son voyage, la Gestapo avait arrêté notre très vaillant collègue et ami du S.R. AIR et établi une souricière à son domicile (**13**). Quant à moi, j'ai conté mes alertes. Fin 1943, le Capitaine B.. prédécesseur de GISCARD à la tête du Bureau des Liaisons, que ses opinions d'extrême droite avaient conduit à la Milice, m'avisa que celle-ci s'intéressait à mes occupations. Je ne pensais pas qu'elle put y déceler de quoi m'incriminer. Je pris néanmoins quelques précautions mais, grâce à B... probablement, les hommes de DARNAND ne m'inquiétèrent pas. * * Il existait tout de même à l'hôtel Continental quelqu'un qui avait fini par percer le manège de Lisa, sans doute à force de la regarder. L'amour n'est pas toujours aveugle. C'était un sous-officier des carabiniers affecté au C.S. et détaché à l'O.V.R.A., Remo, et il garda le silence. Après la capitulation italienne, il entra au service de l'Abwehr, avec l'accord de ses chefs. Un beau jour de février 1944, sortant de l'hôtel avec Lisa, il l'emmena chez lui, la fouilla et découvrit la poche bourrée de papiers. Il lui demanda pour qui elle travaillait. Intuitive et audacieuse, elle répondit froidement que c'était « pour un officier du deuxième bureau ». Remo — j'abrège — exprima son désir d'en faire autant. Elle avait confiance en lui, j'eus confiance en elle et j'acceptai de rencontrer le carabinier, en dépit des protestations de CAMBOURS. Quel était le mobile de Remo ? Lisa y voyait clair. Joueur invétéré, il avait de gros besoins d'argent. Et, la défaite approchant, il jugeait le moment venu de changer de camp. Il n'était pas alors le seul de son espèce. MANARANCHE supposait que, fût-il sincère, Remo m'épierait, chercherait à pénétrer mon organisation afin de se couvrir en cas d'accident. C'est du moins ce qu'il m'expliqua pour justifier sa décision de contacter et de manipuler lui-même ma nouvelle recrue. Lisa invita mon patron à dîner avec Remo dans le coquet petit appartement où logeait celui-ci, rue de Russie.

MANARANCHE arriva la veille, descendit à l'hôtel de Berne qui appartenait à un de nos H.C. Je lui présentai Lisa, et nous ne parlâmes plus de l'affaire. Il paraissait tout à fait décontracté. A l'instant de partir, il me dit simplement : « Est-ce que vous êtes sûr que je peux y aller ? Que feriez- vous maintenant, vous? » Je répondis qu'il y avait un certain risque, mais que je le croyais mineur et que je le courrais. Je l'attendis à son hôtel. Le couvre-feu était à 23 heures. Il ne rentrait pas. L'inquiétude me saisit. A 23 h 30 enfin, il s'encadra dans la porte. L'entretien s'était prolongé, et Remo lui avait donné un sauf-conduit (**14**). Le lendemain, il me raconta la soirée, m'instruisit de l'accord conclu. Nous réglâmes les détails de la liaison avec Remo : elle exigeait mon intervention, on verra pourquoi. MANARANCHE revint à NICE le mois suivant pour vérifier le bon fonctionnement de ce que nous avions conçu et, persuadé de la bonne foi de notre agent, il me le rendit. L'Abwehr confiait à Remo des enquêtes préparatoires à l'arrestation de résistants gravement compromis. Il m'en informait immédiatement par une note que Lisa déposait dans un hôtel (**15**) où je passais tous les trois ou quatre jours. Comme il devait fournir son rapport dans le délai d'une semaine, je disposais au minimum de trois jours pour prévenir les intéressés. Souvent nous les connaissions, CAMBOURS, moi ou l'un de mes fidèles amis. Sinon, Je téléphonais ou j'envoyais une lettre anonyme. Je dînais chez Remo une fois par mois. Lisa faisait la cuisine. La chair était excellente, l'atmosphère, intime. Après le repas, en prenant les liqueurs, Remo m'éclairait sur l'activité des services secrets allemands et me racontait les intrigues qui les divisaient. Il ne lâchait pas toutes ses proies, assurément. C'eut été trop dangereux pour lui. Et nous, nous ne réussissions pas toujours. Ainsi ne pûmes-nous pas alerter à temps M. BORGHINI, secrétaire du Conseil National de MONACO, et M. HARANG, commissaire de police à BEAUSOLEIL, tous deux du même réseau, dont l'arrestation avait été décidée avant que Remo eût terminé son enquête. Lisa me rapporta que celui-ci avait eu très peur parce qu'il s'imaginait que BORGHINI se rattachait à nous, ce qui, entre

parenthèses, prouvait qu'il ne me surveillait pas. (**16**) En revanche, nous pûmes, la semaine suivante, sauver l'abbé GIRAUD, aumônier du Lycée de jeunes filles de NICE, au domicile de qui, depuis novembre 1943, se réunissait un groupe de membres du Comité départemental de la Libération. C'est LE BAS qui alla le prévenir à la chapelle du boulevard Carabacel où il disait sa messe quotidienne. L'abbé fit un saut chez lui et partit avec LE BAS qui lui offrait l'hospitalité. Vingt minutes après, la Gestapo frappait à sa porte. Elle gagnait de vitesse l'Abwher, elle n'en arrivait pas moins trop tard. Dès ma première rencontre avec Remo, Lisa avait quitté le Continental. Italienne subtile, elle ne se sentait pas en sécurité chez les Tudesques. Chose extraordinaire, elle me demanda mon avis. Je l'approuvai entièrement. Formé à l'école de la montagne, je percevais, moi aussi, qu'il fallait faire demi-tour (**17**). Un rapport de GUIRAUD expose comment en 1943, " bien des portes se fermèrent à partir de l'hiver " (**18**)

Que ce soit par crainte ou sous l'empire de la propagande officielle, une partie de nos H.C. dévoués de 1940 nous évitaient ou se dérobaient. Le gros de la délégation française auprès de la Commission d'Armistice était maintenant aux ARCS. BURG y alla, revit ses anciens camarades. Non seulement ils ne lui donnèrent aucun renseignement, ils le traitèrent encore en indésirable. Il fut plus heureux à NICE même où le chef d'escadrons C. de G. lui montra une note destinée à la division allemande qui occupait le secteur (à lui, envoyée par erreur), ce qui permit d'identifier cette grande unité tout récemment arrivée. Il conservait, quoique réduits, ses correspondants dans les administrations et les services publics, notamment celui des Ponts et Chaussées dont les ingénieurs, par leurs fonctions, étaient les mieux informés des destructions et des réparations sur les voies de communication. Circulant partout, en relations étroites avec les entreprises de travaux publics, ils nous donnèrent aussi sur les travaux de fortification des renseignements précis. Un noyau indéfectible d'H.C. — qui se connaissaient presque tous, mais chacun ignorant la présence des autres dans le réseau — participa activement à cette phase décisive de notre longue lutte. Ils repéraient les blockhaus, voire les photographiaient, ils lisaient les numéros des véhicules militaires, ils observaient l'armement des unités, estimaient leurs effectifs, jugeaient de leur qualité et quelquefois, ils avaient la chance de les identifier, rare !

L'atelier de montage et de réparations de LE BAS était réquisitionné par les Allemands. Mon ami déployait son ingéniosité à soutirer des secrets à l'officier qui le contrôlait, une certaine sympathie s'étant créée entre eux. Ainsi apprit-il l'imminence d'une expédition punitive sur le village d'ALLOS où un soldat allemand venait d'être tué. LE BAS put faire avertir le maquis local qui tendit une embuscade. La voiture de tête de la colonne allemande fut stoppée dans un col par un coup de bazooka, ses occupants dont le chef de l'expédition, tués, ce qui décida le reste à faire demi-tour. Un autre exploit de LE BAS fut l'ensemble de ses explorations du bord de mer à NICE qui était zone interdite. Il y allait avec des véhicules allemands confiés à son atelier, sous prétexte de les essayer. Le relevé des défenses (blockhaus, tapis de rails, pièges divers) qu'il établit ensuite avec une minutie extraordinaire valait mieux qu'une photographie.

Robert STREITZ avait retrouvé, employé par l'organisation TODT, un ingénieur d'origine russe, nommé TOUMAYEF, avec qui il avait effectué avant la guerre de mémorables raids à ski. TOUMAYEF, qui redoutait de futures représailles, accepta de nous aider. Il fournit à STREITZ les plans d'une base de sous-marins en cours de construction dans la baie de Passable (**19**) et ceux de la fortification de la colline du Château à NICE (**20**). De plus, il lui signala que les bunkers d'artillerie du secteur étaient inutilisables, faute de ventilateurs. STREITZ, dont la

première femme était autrichienne, obtenait par elle d'un major autrichien antinazi affecté à la Komandantur des renseignements sporadiques sur la garnison et les mouvements de troupes. BLANCHY et TAFFE qui, l'un et l'autre, avaient des possibilités, ne laissèrent pas échapper grand chose de l'occupation dans la Principauté. BLANCHY faisait chaque jour en car le trajet NICE-MONACO et retour par la Basse-Corniche, zone interdite. Le capitaine qui contrôlait son central téléphonique bavardait, et ses indiscrétions paraissaient volontaires. « Quel dommage, regrettait BLANCHY, que vous n'ayez pas un million à lui donner » Un million en 1944, 100 millions de francs anciens Certes, nous ne les avions pas. Nous étions, je profite de l'occasion pour le dire, relativement pauvres. MOREAU, à SAINT-RAPHAËL, toujours scrutant, enregistrant, causant et sachant plaire, effectuait le même travail que nous dix à NICE et MONACO. Le Colonel RIVET fut nommé général de brigade le 13 avril 1944 et admis à faire valoir ses droits à la retraite. Le poste en reçut la nouvelle avec un message de notre grand patron, sans doute cet ordre du jour du 24 novembre 1943 que l'accrochage de RAMATUELLE avait retardé (**21**).

Des échos indistincts d'un conflit entre les services spéciaux de LONDRES et ceux d'ALGER parvinrent jusqu'à nous. Quels que fussent le respect et l'affection que nous éprouvions pour le chef inégalable qu'était le Colonel RIVET, nous nous absorbions trop dans notre tâche pour nous soucier de cette querelle. Nous ne la comprîmes qu'à la Libération, lorsqu'on nous affirma que nous étions des giraudistes. Nous avions été des giraudistes, en effet, à la manière dont M. JOURDAIN disait de la prose, sans en rien savoir. Au début du mois de juin, j'opérai mon ultime recrutement. Vito était un subordonné de Remo. Comme celui-ci, il se rendait souvent à MILAN où se trouvait le centre de C.S. dont, détachés à l'Abwehr, ils continuaient de dépendre. Je lui fis demander par Remo de nous renseigner sur les troupes de l'État fasciste républicain. Il nous en remit l'ordre de bataille complet Jusqu'à l'échelon régiment. Ces unités étaient déficientes en effectifs les jeunes gens fuyant la conscription — en armement, en équipements et en matériel. Les Allemands, qui n'attendaient plus de l'Italie que de la main-d'oeuvre, se désintéressaient de cette nouvelle armée dans laquelle ils n'avaient pas confiance et ne lui fournissaient pas grand-chose. Pendant le mois de juillet et jusqu'au 15 août, nous avons pu recueillir des renseignements importants pour l'armée qui se préparait à débarquer sur les côtes de Provence. Les plus nombreux provenaient de l'interception des communications téléphoniques échangées par l'état-major de la XIXe armée allemande situé à AVIGNON avec celui d'une division dont le P.C. était à OSPEDALETTI (**22**).

De l'ensemble des écoutes, nous dégageâmes les points essentiels de l'ordre de défense de la division d'infanterie qui occupait le terrain entre CANNES et MENTON (**23**), c'est-à-dire la durée de la résistance sur les plages (une heure), la position de repli (la Durance, où serait établie une liaison avec les troupes d'Italie), l'itinéraire principal de repli (la route Napoléon). Mes excursions à bicyclette révélaient que la région de NICE se vidait. BURG entreprit une vaste reconnaissance le long de la bande littorale et sur les arrières jusqu'à BARREME et PUGET-THENIERS. Il retrouva à SAINT-RAPHAËL une partie des unités qui avaient quitté NICE. Partout ailleurs, il ne restait presque rien. Le 15 août, jour du débarquement, la Feldkomandantur de NICE prit de telles mesures d'interdiction de la circulation que nous ne pouvions plus nous éloigner de la ville. Alors nous attendîmes.

C'est STREITZ qui eut le dernier mot. Sous la pression de notre H.C., TOUMAYEF grippa avec du sable les marteaux piqueurs affectés au creusement de fourneaux de mine dans les quais et les jetées du port de NICE, ce qui limita les dégâts des destructions que le commandement

militaire y fit opérer. Le Général de MONSABERT installa son P.C. à la Préfecture des Bouches –du -Rhône le 23 août. Puis, ce fut à NICE, le 28 août, le soulèvement, le départ des Allemands dans la nuit. Et le matin merveilleux du 29, la Libération, enfin. La mission du poste S.R. de MARSEILLE était, cette fois, terminée.

(1)-*Opera Volontaria Repressione Antifascismo. Police politique secrète.* **(2)-***Controspionaggio : le C.E. italien.* **(3)**-*Le Général CARTIER s'était distingué par une protestation contre le guet-apens dans lequel le SOL. local avait attiré M. François de MENTHON en utilisant du papier à en-tête de la Mairie (J. DELPERRIE de BAYAC : « Histoire de la Milice », Ed. Fayard, p141).S.O.L. = Service d'Ordre Légionnaire.* **(4)-***Marseille était occupé par les Allemands.* **(5)**-*Parmi les papiers figuraient les doubles des rapports de B. à Rome (Cf. Paillole — op. cit, p. 282). (5 bis) Il s'agit de l'arrestation d'HENRI, KAYSEN, MULLER, SCHMIDT, etc. au cours d'un de leurs rendez-vous, place Bellecour.* **(6)**-*Ici, le pseudonyme de PALIS dont je ne me souviens pas.* **(7)**-*Selon REMY, récupérer des agents d'un autre réseau est une « façon de faire qui engendre des catastrophes ». (Mémoires d'un agent de la France Libre.)* **(8)**-*Après la Libération, il fut arrêté, condamné à mort et fusillé.* **(9)-***Les CC NN (camicie nere soit chemises noires) étaient les formations militarisées du parti fasciste.* **(10)**-*« Gruppidi azionenizzarda » ou G.A.N.* **(11)**-*Démolie en 1979 ; elle se trouvait côté Est.* **(13)-***Le Capitaine BOIRON est mort en déportation.* **(14)**-*Le Commandant MANARANCHE a révélé après la guerre qu'il avait considéré comme probable l'hypothèse d'un guet-apens. Pourquoi donc alla-t-il ? A mon avis, il ne voulait pas refuser d'opérer ce recrutement de peur que je ne le taxe de pusillanimité. Mais il ne voulait pas non plus prendre la responsabilité de m'envoyer dans un piège. Il se résolut à assumer le premier contact. C'était agir à la fois en chef et en ami. Et puis, MANARANCHE aimait le jeu. Les raisons qu'il me donna n'en étaient pas moins valables. Mais manipuler Remo de MARSEILLE n'était pas possible.* **(15)-***L'hôtel de Lorraine, avenue Durante, tenu par un couple courageux et dévoué.* **(16)**-*M. BORGHINI, sa secrétaire et le Commissaire HARANG furent fusillés à l'Ariane le 15 août 1944.* **(17)-***J'estime à une trentaine le nombre de personnes que nous avons ainsi arrachées aux camps ou à la mort.* **(18)**-*Note à venir.* **(19)**-*Dans la rade de VILLEFRANCHE.* **(20)-***Ces derniers comprenant le tracé d'une galerie souterraine située entre la rue des Ponchettes et le Monument aux Morts.* **(21)**-*Voir Miche! GARDER, op. cit., p. 454.* **(22)**-*Cinq kilomètres à l'ouest de SAN REMO.* **(23)-***C'était, au moment du débarquement, la 148e , mais nous avions identifiée là précédemment la 157° qui fut ensuite employée à GLIÈRES et dans le Vercors.*